



HAL
open science

Le Rapport Alternatif sur l’Afrique (RASA)

Jacques Fontanel, Antipas Touatam Guendergué

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel, Antipas Touatam Guendergué. Le Rapport Alternatif sur l’Afrique (RASA) : un projet continental intéressant qui élude les questions primordiales de la sécurité et de l’hétérogénéité de l’Afrique. Paix et sécurité européenne et internationale, 2019, 13, 10.61953/psei.1102 . halshs-03157878

HAL Id: halshs-03157878

<https://shs.hal.science/halshs-03157878>

Submitted on 20 Apr 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le Rapport Alternatif sur l'Afrique (RASA) : un projet continental intéressant qui élude les questions primordiales de la sécurité et de l'hétérogénéité de l'Afrique.

Jacques Fontanel

Professeur émérite, Université Grenoble-Alpes

Antipas Touatam

Ancien membre du CREPPEM/CEPSE de l'Université Pierre Mendès-France de Grenoble

Le RASA se distingue des autres rapports qui, selon lui, ne répondent pas aux défis actuels et à venir de l'Afrique. Il énonce une approche originale et part à la recherche d'indicateurs pertinents adaptés aux réalités africaines. Mais, limite importante, il esquive les questions de la sécurité nationale et internationale et de l'hétérogénéité économique et religieuse de l'Afrique.

RASA differs from other reports that it believes, do not address Africa's current and future challenges. It sets out an original approach and is part of the search for relevant indicators adapted to African realities. But, an important limitation, it dodges the questions of national and international security and the economic and religious heterogeneity of Africa.

Afrique, développement, économie, décolonisation, indicateurs, multinationales, sécurité nationale et internationale, souveraineté populaire

Africa, development, economy, decolonization, indicators, multinationals, national and international security, popular sovereignty

I. Introduction

Le Rapport Alternatif sur l'Afrique¹ (RASA) cherche à briser l'idée d'une Afrique économiquement et socialement épuisée, dont une partie croissante de la population est condamnée à l'immigration vers des pays développés qui ne souhaitent pas la recevoir. Il constate que les méthodes d'analyse adoptées par les différents rapports sur l'Afrique ne prennent pas suffisamment en compte les réalités spécifiques de ce continent. Il en résulte que la démarche méthodologique employée pour engager un cri d'alarme pour l'avenir de l'Afrique retient

¹ Ses initiateurs comprennent notamment plusieurs organisations non gouvernementales parmi lesquelles le Forum du Tiers Monde (FTM), l'*International Institute for Democracy and Electoral Assistance*, l'Institut des Futurs Africains, Enda Tiers Monde, la Fondation Rosa Luxembourg, *Legs Africa*, l'Institut Panafricain pour le Développement - Afrique de l'Ouest et Sahel (IPD-AOS), le CODESRIA (Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique), l'Institut Panafricain pour le Développement - Afrique de l'Ouest et Sahel (IPD-AOS), *West African Think tank (Wathi)*, l'Alliance pour la Refondation de la Gouvernance en Afrique (ARGA) et autres organisations, *think tanks*, sociétés publiques ou personnalités impliquées dans une réflexion où l'économie n'est qu'une composante parmi d'autres des forces et faiblesses des groupes humains constitués sous forme d'Etats, de composantes sociales, de religions, voire de civilisations.

principalement les analyses, indicateurs et réflexions idéologiques d'un libéralisme débridé qui a lui-même infligé de lourdes pertes à ce continent. Dans ce contexte, les indicateurs économiques fournissent une information utile, mais ils doivent aussi être croisés avec d'autres mesures concernant les libertés, les solidarités, les conditions de vie authentiques, l'importance des objectifs religieux ou de civilisation poursuivis par des groupes d'hommes, plus ou moins concernés par les seules valeurs du PIB, de la propriété privée, de la consommation globale ou individuelle, du bien-être matériel ou du poids à accorder au présent par rapport à celui des avènements possibles. Le RASA prône un renversement philosophique, idéologique et méthodologique, des analyses proposées par les organisations internationales. Il se propose de déterminer les critères qui reflètent la vie réelle, telle qu'elle est vécue et admise par les Africains dans leurs milieux naturels. Il s'agit d'une seconde étape de décolonisation, celle des esprits et de la reconquête d'une vraie souveraineté sur les objectifs vitaux spécifiques des habitants d'un continent. Il se veut un instrument de réflexion sur la pertinence des politiques publiques et leur impact réel sur les transformations autonomes et souveraines des sociétés africaines. Il s'agit de déterminer un nouveau concept de développement pour et par l'Afrique, « de bâtir une définition du progrès de l'Afrique et des Africains plus proches de leurs cosmogonies et visions du monde, de leurs réalités et de leurs pratiques ; de rendre compte des évolutions et transformations sociétales, économiques, culturelles, religieuses, politiques, environnementales qui donnent une autre idée de l'Afrique qui est en train de se construire et qui échappent de fait aux indicateurs conventionnels du développement et du bien-être ; de refléter la vision prospective des Africains et l'évolution de leur(s) pensée(s) sur l'Afrique et le monde ; de donner la parole aux citoyens et acteurs africains dans la production d'un rapport qui innove dans sa méthodologie d'élaboration par la mise en place d'une plate-forme de production de connaissances et d'informations combinant des sources scientifiques, communautaires, citoyennes et populaires »².

Le développement économique mondial a sans doute été important depuis un siècle, mais en même temps il souffre de nombreuses carences qui ne manquent pas d'inquiéter. Il serait paradoxal que l'Afrique, dans le wagon de fin du train d'un développement consommateur excessif et sans frein des ressources naturelles mondiales, ne cherche pas à trouver d'autres voies. Si tous les pays du monde dépensaient les ressources naturelles mondiales au rythme des pays économiquement développés, celles-ci disparaîtraient rapidement, mais aussi définitivement, pour tout le monde.

Le RASA se propose de réfléchir à un autre mode de développement, à de nouvelles mesures plus comptables de la peine et des joies des Africains. Il ne s'agit pas de définir un nouvel avenir avec la seule voix des experts qui ont toujours un savoir porté par les valeurs qui leur ont été enseignées par le passé, mais de revenir à une philosophie éclairée portant non pas sur la seule performance, mais aussi sur la vie que l'on souhaite vivre et proposer aux hommes/femmes de l'avenir. Il s'agit d'informer, de partager les connaissances, de passer au-delà des contradictions en vue de définir un projet commun, qui ne laisse personne au bord de la route du progrès social. Dans ce contexte, il est nécessaire de construire des instruments spécifiques pour orienter l'action. Si personne n'accorde un regard positif sur l'Afrique, celle-ci doit dégager une pensée qui lui est propre, authentique et souveraine, et, ensuite, la projeter dans l'espace monde.

² RASA/AROA (2018), *Rapport alternatif sur l'Afrique, Un rapport pour l'Afrique et par l'Afrique, Numéro Zero-2018*. Rapport disponible auprès de RASA-AFRICA S/C d'ENDA TIERS MONDE p. 13.

II. Des rapports qui ne répondent pas aux défis actuels et à venir de l’Afrique

Il existe de nombreux rapports sur l’Afrique, mais ils ne répondent pas aux défis actuels et à venir de l’Afrique. La plupart retiennent une vision de l’avenir constante, stabilisée, économétriquement bien établie sur des bases d’informations fondées sur des concepts statistiques de plus en plus contestés, incapables de prendre en compte les spécificités organisationnelles et civilisationnelles des pays. Or, la situation du monde n’offre pas des perspectives structurelles soutenables, au regard des destructions des biens et services gratuits (eau, air, ressources naturelles, etc.) permises par une mondialisation néo-libérale aveuglée par la recherche de profits toujours croissants qui menacent à terme l’existence même de l’humanité. L’Afrique est mal mesurée, mal qualifiée et mal représentée par des instruments et des mesures qui s’appliquent mal à sa réalité économique, sociale et politique. Ainsi, l’Observatoire de l’émergence en Afrique³ s’est proposé de classer les pays africains selon une méthode qui utilise des indicateurs universels et des indices adaptés aux réalités du continent. Les seuils qu’il retient ne permettent à aucun pays africain d’être qualifié d’émergent, ce qui ne contribue pas à mettre suffisamment en évidence les progrès de l’Afrique selon ses propres critères.

L’Afrique n’est pas une terre de pouvoir sur le monde. Ses ressources naturelles sont pillées par les grandes compagnies internationales et elle est perçue comme un espace éternellement assisté. Elle a été historiquement vidée de ses ressources humaines par l’esclavage, elle a subi des guerres constantes, le poids des tyrannies et des idéologies mal vécues, elle a été un lieu de conflits pour les grandes puissances économiques, un domaine de chasse et de pillage des ressources naturelles pour les entreprises multinationales, elle n’a pratiquement jamais voix au chapitre pour la mise en place d’un nouvel ordre économique international. L’Afrique n’a pas été victime d’un refus intériorisé du développement, tout simplement parce qu’elle a toujours été exploitée pour favoriser le développement économique des pays colonisateurs ou l’essor des entreprises multinationales corruptrices des pouvoirs locaux. Il en résulte le fameux cercle vicieux de la pauvreté dont les effets psychologiques sur la population sont exacerbés par l’essor des réseaux sociaux. Certes, les institutions internationales émettent des avis plus positifs sur les taux de croissance du continent en période de crise économique mondiale, mais il ne s’agit pas pour autant d’une expression fiable d’un développement économique rationnellement durable, soit dans l’ancien système fondé sur l’augmentation infinie d’un PIB au contenu discutable, soit dans un nouveau système à définir dans lequel les conditions de pollution, de climat, de respect des conditions de travail, de soutenabilité et de durabilité des productions seraient assurées. Il ne faut pas compter sur le progrès technologique pour trouver des solutions de substitution aux crises économiques et sociales récurrentes qui touchent plus violemment encore les pays les plus démunis. En outre, sans action publique internationale drastique le dérèglement climatique ne manquera pas non plus à créer de nouvelles raretés et de violentes modifications des conditions de vie sur Terre.

Dans les organisations internationales, il est souvent fait état du niveau de développement très insuffisant de l’Afrique. Il lui est globalement recommandé de développer ses capacités de production afin de promouvoir son développement par une industrialisation systémique et d’entrer dans le concert des compétitions mondiales telles que définies par les règles des institutions économiques internationales. Or, aujourd’hui, l’Afrique dans son ensemble est en

³ Gazibo, M., Mbabia, O. (2018), *Index de l’émergence en Afrique. 2017.*, Observatoire de l’émergence en Afrique, [http://www.prame.umontreal.ca/Index%20emergence Afrique 2017 Gazibo Mbabia.pdf](http://www.prame.umontreal.ca/Index%20emergence%20Afrique%202017%20Gazibo%20Mbabia.pdf).

grande situation de dépendance, la valeur de ses monnaies est faible, elle n'a qu'un contrôle limité sur ses propres ressources, sa voix dans le concert international est indistincte, souvent fracturée, dispersée, inaudible au gré des intérêts et des politiques économiques des gouvernants africains. Sa puissance militaire est très limitée, voire négligeable, sa place dans le concert international de la culture et des sciences reste accessoire⁴, le discours de ses médias tombe dans l'océan de l'indifférence, ses ressources naturelles sont exploitées par des sociétés étrangères protégées par les grandes puissances, les finances de ses Etats et de ses citoyens sont insuffisamment réinvestis dans les pays d'origine. Pour les pays les plus actifs de l'Afrique, il est question « d'émergence », adjectif qui renvoie à une vision positive de rattrapage dans la compétition mondiale et le libre-échange. Les pays africains sont-ils en mesure de s'insérer positivement dans l'économie mondiale, à la suite de mutations institutionnelles et structurelles d'importance ? Cette stratégie suppose de favoriser les productions tournées vers l'exportation et de réduire le poids des productions destinées au marché intérieur, soit une nouvelle politique de dépendance à haut niveau de dangerosité.

Pour le RASA, depuis quelques années, les perspectives d'avenir de l'Afrique semblent changer positivement. Selon les chiffres des instances internationales, les économies africaines croissent globalement de 5 % l'an, depuis 10 ans. En 2018, la croissance du PIB réel se maintient globalement, portée par les investissements publics, la forte demande intérieure de biens et la vigueur du secteur des services. « L'Afrique semble ainsi devenue la "nouvelle frontière" normative du monde, le continent qui attire les regards, suscite l'espoir de la planète de la voir insuffler une nouvelle dynamique, de nouvelles valeurs »⁵. Cet effet positif est relayé, voire conduit, par les investissements directs étrangers (IDE) de la Chine, de l'Inde et des autres pays émergents. Le gouvernement chinois a décidé d'injecter 60 milliards de dollars dans des projets de développement en Afrique, en vue d'améliorer la productivité de l'agriculture, de développer les infrastructures (routes, rail, ports) et de réduire la dette publique. Cette dépendance nouvelle des pays africains à la Chine peut poser question. Ces investissements ne sont pas une aide accordée à l'Afrique, mais bien une recherche de contrôle économique des forces de travail et des ressources naturelles autochtones, une nouvelle forme de dépendance parfois utile à court terme, mais aussi très contraignante à long terme.

Ainsi, ces valeurs d'espérance ne manquent pas d'effets contradictoires. Il faut notamment rappeler que la précarité de cette croissance est très grande, du fait du type de production concerné et des services offerts, lorsqu'elle est dépendante d'opérateurs étrangers qui n'investissent éventuellement que sur leur production destinée au commerce international, mais dont la plupart des profits quittent le pays pour s'installer dans les pays politiquement plus solides et moins-disant en termes d'impôts⁶. Les rapatriements de bénéfices et l'effet démographique (malgré l'immigration croissante) font que les revenus réels par habitant se dégradent. Dans ces conditions, l'Afrique doit construire ses propres instruments afin de mesurer le progrès de ses économies nationales à l'aune des besoins de sa population et de ses citoyens. Est-ce que le type de développement prôné par les grandes puissances est compatible avec les sociétés africaines, faut-il toujours suivre la même voie que celle, aujourd'hui décriée en termes de pollution et de climat, des économies dites développées à produire ? Faut-il toujours interroger

⁴ Smith, R., Fontanel, J. (2008). *International Security, Defence Economics and the Powers of Nations*. Jacques Fontanel & Manas Chatterji ; Chatterji. *War, Peace and Security*, Emerald, 2008.

⁵ RASA/AROA (2018), *Rapport alternatif sur l'Afrique, Un rapport pour l'Afrique et par l'Afrique, Numéro Zero-2018*. Rapport disponible auprès de RASA-AFRICA S/C d'ENDA TIERS MONDE, p. 11.

⁶ Fontanel, J. (2016), *Paradis fiscaux, pays « filous »*. *La fuite organisée des impôts vers les pays complices*. L'Harmattan, Paris.

la capacité productive d'un pays sans regard sur l'intérêt de sa consommation ? Peut-on conserver comme indicateur principal de la force d'une économie le concept de Produit intérieur brut pourtant si contestable ?⁷ Le PIB est un indicateur qui sert à classer les Etats dans leur obsession de croissance et de développement économiques. Il s'agit pourtant d'un agrégat simplificateur, qui n'intègre pas les questions écologiques, environnementales et sociétales, conduisant les Etats à s'engager dans un économisme excessif. Il ne prend en compte, ni l'épuisement des sols et sous-sols, ni la pollution, ni la sécurité internationale et nationale, ni les libertés démocratiques, les solidarités citoyennes ou l'influence culturelle. Son quasi monopole d'utilisation a provoqué de lourds dégâts sur le potentiel de la Terre, au profit exclusif de quelques Etats et firmes multinationales.

Pour le RASA, l'objectif de rattrapage de développement n'est qu'un miroir aux alouettes ; de fait, il reprend le socle des plans d'ajustement structurel des années 1980. Il inscrit le continent dans un système de compétition dont il connaît mal les règles. L'Afrique n'a pas de moyens de transmission autonome capable de lutter contre les inégalités internes favorisées par le système de l'émergence, lequel conduit à surexploiter ses propres ressources naturelles jusqu'à leur épuisement mortifère. Faute de devises, de structures économiques et d'instruments de pouvoir solides pour participer au système mondial de libre-échange, l'Afrique est condamnée à être sans cesse perdante. Dans ces conditions, il sera rapidement nécessaire de revenir à une économie domestique tournée vers le marché intérieur.

La globalisation économique a favorisé l'essor des grandes entreprises multinationales, elle a renforcé la puissance des pays les plus puissants, elle a permis l'émergence de certains grands pays comme les BRICS, elle a réduit substantiellement le rôle des pouvoirs publics sur l'économie nationale, elle a incité les pays à admettre une compétition inégale en termes de rapports de force, elle a proposé aux Etats de développer leur attractivité, laquelle est pourtant le socle des inégalités externes et internes. Tous les pays sont dans une dépendance exacerbée au regard des marchés et des règles économiques internationales, sauf lorsque les Etats les plus puissants veulent s'en libérer, notamment lorsqu'ils sont en conflits entre eux. Dans ce cadre, le classement des pays les plus productifs par habitant devient un brevet de bonne conduite, quelles que soient les opérations productives réalisées et leur intérêt de base pour les populations. L'Afrique est alors stigmatisée pour son inorganisation, sa corruption, sa mauvaise gouvernance, la faiblesse de production de sa valeur ajoutée, son incapacité à retenir les financements locaux et la permanence des conflits internes. Il en résulte une forme de mépris collectif mondial pour le continent, ce qui fragilise sa ou ses paroles.

Les questions que pose alors le RASA concernent la portée universelle des lois internationales et des critères de jugement sur le bien-être des populations. Autrement dit, faut-il retenir les critères des pays développés pour définir le développement humain des populations ? Faut-il simplement comparer les peuples dans leur capacité à produire indéfiniment des biens et services marchands sans référence négociée concernant l'utilité de leur contenu social, philosophique, égalitaire ? Comment définir le bonheur relatif des citoyens ? Quels sont les principes directeurs d'un progrès économique et social ?

Le RASA veut aider les pays africains à définir eux-mêmes les objectifs de leurs sociétés, en construisant de nouveaux indicateurs de progrès social et humain, sans référence directe aux paradigmes de l'économie mondiale globalisée. Il s'agit de remettre en cause les affres des effets

⁷ Fontanel, J., Guilhaudis, J.F. (2019), Les effets pervers de l'usage du PIB pour la décision politique et les relations internationales. Comment en sortir ? *Annuaire Français des Relations Internationales* (AFRI), Paris.

de domination paralysants et d'évacuer la violence sociale des firmes multinationales et le pillage des ressources naturelles de l'Afrique à des fins purement mercantiles.

II.1. Les propositions de la Commission économique de l'ONU pour l'Afrique

Le rapport de la Commission Economique de l'ONU pour l'Afrique⁸ a proposé plusieurs indicateurs.

Tableau n° 1. Tableau de base pour le calcul de l'indicateur de progrès véritable (IPV)⁹.

<i>Variables principales</i>	Méthode
Consommation finale marchande	Base de l'indicateur
Inégalités de revenus	Indice de Gini pour ajuster le niveau de consommation
Travail domestique	Valorisation sur la base du salaire d'une femme de ménage
Dépenses de santé et éducation	On n'en retient que la moitié par convention
Déplacements domicile/travail	Coûts déduits
Coûts des accidents de voiture	Déduits
Coûts de la pollution de l'eau	Déduits, à partir d'estimations des coûts des dommages
Coûts de la pollution de l'air	Déduits, sur la base d'estimations du coût des dommages
Coûts de la pollution sonore	Déduits, à partir d'une estimation
Pertes de terres humides	Comptabilité des pertes de capital naturel
Artificialisation des sols	Coût estimé sur la base d'un prix ajusté de l'hectare
Réduction des ressources fossiles	"coûts de remplacement" par des ressources renouvelables
Dommmages à long terme (dont émissions de CO ₂ et nucléaire)	estimés à partir d'un coût des dommages à long terme
Réduction de la couche d'ozone	coût estimé des dommages
Croissance nette du capital produit	mesure classique
IPV (ou variantes, IBED, etc.)	Somme des lignes précédentes

L'IPV (Indicateur de progrès véritable ou GPI, *Genuine Progress Indicator*) a été conçu par les chercheurs d'une ONG, *Redefining Progress*. Le PIB « vert » aurait pour objectif de mesurer

⁸ Commission économique de l'ONU pour l'Afrique (https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/blue_economy_policy_handbook-1.1-developpement_durable_et_bien-etre_en_afrique_fre.pdf).

⁹ Gadrey, J., Jany-Catrice, F. (2012), *Les nouveaux indicateurs de richesse*, Repères, La Découverte, Paris.

les impacts négatifs ou positifs de la croissance sur l'environnement et les ressources naturelles, lesquelles seront définitivement retirées du système productif lors de leur épuisement. Il prend en compte la consommation personnelle globale, en incluant les inégalités de revenus, la dette extérieure nette, le coût des biens durables, l'ajustement social (les fractures sociales comme les délits, les accidents, le temps perdu dans les transports, les divorces, le chômage, les temps de loisirs, etc.), l'ajustement environnemental (coût de la pollution, raréfaction des terres agraires, destruction des forêts et des ressources non renouvelables, etc.) et les ajustements bénéfiques (comme le travail domestique ou le bénévolat). Le PIB définit la valeur ajoutée de tout le système productif, sans s'interroger sur les consommations intermédiaires des biens « naturels », lesquels sont supposés alors gratuits, indéfinis et inépuisables. L'IPV en revanche prend en compte l'ensemble des contraintes sociales, des effets pervers du système productif, l'avenir et la qualité de vie des individus. Dans ce contexte, cet indice de développement dessert les pays développés dans leur comparaison avec les pays en développement, qu'il faudra sans doute plus tard appeler les pays à développement différencié. Cependant, dans le calcul de l'IPV, le niveau de vie matérielle joue encore un rôle essentiel, qui réduit excessivement les effets négatifs des variables sociales, écologiques et environnementales prises en compte, ce qui atténue la qualité du jugement sur la soutenabilité du développement. La question est de savoir si l'IPV est un indicateur de soutenabilité, ou un indicateur de « bien-être économique ». Il reste trop sensible aux questions à court terme du bien-être immédiat. Dans ce contexte, il ne répond pas suffisamment à la question du développement économique, avec ses fondements structurants pour la soutenabilité de ce bien-être dans l'avenir. Surtout, cet indice est conçu par des économistes qui, depuis l'avènement du libéralisme et du rejet théorique du mercantilisme, considèrent que la paix sociale et citoyenne n'est pas une question économique en soi.

Il faut noter que sont pris en compte la consommation, les inégalités de revenus, les questions de santé et d'éducation, les dangers de la vie quotidienne, la pollution de l'eau, de l'air, des terres humides, la perte des terres arables et des ressources fossiles, les dangers des installations industrielles et énergétiques, mais la question de la sécurité intérieure et extérieure n'est même pas abordée. Or, la plupart des pays africains souffrent de l'insécurité, de la violence quotidienne, des conflits ethniques, politiques ou interétatiques. Il s'agit sans doute, dans l'histoire de l'Afrique, des raisons fondamentales pour lesquelles ce continent n'a pas eu un développement économique et humain face au pillage de ses hommes et de ses ressources.

II.2. L'Indice de Bonheur National Brut

L'Indice de Bonheur National Brut se propose de déterminer le niveau nécessaire pour atteindre un sentiment de satisfaction suffisant des concitoyens, sur la base du niveau de vie, des ressentis de bien-être et des qualités sanitaire, éducationnelle, culturelle, de vie communautaire sereine et de diversité durable des écosystèmes. Le calcul porte sur la croissance et le développement économique, la conservation et la promotion de la culture, la sauvegarde de l'environnement, l'utilisation durable des ressources et la bonne gouvernance responsable. Son calcul fait l'objet de nombreuses hypothèses dont l'application mériterait une étude sérieuse de leurs conséquences effectives sur les résultats obtenus. Dans cet indice, la notion de bonne gouvernance responsable est intéressante, mais il n'aborde toujours pas la question de la « violence éternelle ».

II.3. Le *Genuine Saving* (GS)¹⁰

Le *Genuine Saving* comprend tous les actifs qui produisent directement ou indirectement du bien-être. C'est une mesure de comptabilité de richesse, de l'évolution annuelle du stock de capital d'une nation. Elle comptabilise les capitaux bâtis (machines, bâtiments, réseaux de télécommunication), naturels (« dons de la nature »), comme les ressources non renouvelables et renouvelables, et leur évolution liée à la production en termes de climat à court et à long terme, et incorporels (sociaux et humains) nécessaires aux communautés ainsi analysées. Le GS introduit, à côté et en défalcation du PIB, le taux d'épargne réel d'un pays, après amortissement du capital produit, en incluant les investissements positifs de capital humain (notamment l'éducation et la santé), déduction faite de l'épuisement des stocks reconnus et disponibles des ressources naturelles (énergie, minerais, forêt, eau et air purs). Dans la majorité des cas, le prix du capital naturel est fixé par le marché, mais pas dans d'autres (valeur nutritive, qualité du paysage, biodiversité). Le capital social est une mesure de la qualité des institutions et des réseaux sociaux. L'hypothèse fondamentale consiste à considérer que la richesse constitue une base fondamentale du bien-être, toute perte de richesse a des conséquences sur le bien-être futur. Cependant, elle n'explique pas tout, notamment l'épanouissement des citoyens et sur leur sécurité.

II.4. L'Indice de Développement Humain (IDH)

L'Indice de Développement Humain inclut non seulement des variables économiques, mais aussi des valeurs statistiques concernant la santé, l'éducation publique et des indicateurs de revenus. Il donne des résultats intéressants, mais difficiles parfois à interpréter. Il prend en compte la santé et la longévité des hommes (mesurées par l'[espérance de vie](#) à la naissance), le savoir ou le niveau d'éducation (durée moyenne de la scolarisation ou la capacité à prendre des décisions), le niveau de vie (revenu brut par habitant en parité de pouvoir d'achat) et la satisfaction des besoins matériels essentiels tels que l'accès à une [alimentation](#) saine, à l'[eau potable](#), à un [logement](#) décent ou à une bonne [hygiène](#) et aux [soins médicaux](#). Cependant, ces indicateurs ne se prêtent pas toujours à une interprétation indiscutable¹¹. Les pays en développement disposent d'un IDH en légère croissance, ce qui met en évidence, une meilleure intégration dans l'économie mondiale entre 1990 et 2016, à l'exception de plusieurs pays africains. La question est plutôt de s'interroger sur ce qu'est véritablement le développement humain, quels sont les critères qui seraient retenus prioritairement pour le bien-être et le développement humain (concernant notamment les libertés et les inégalités) ? Est-ce que la précarité dans la vie sociale n'est pas un fléau qui provient des guerres, de l'absence d'application des lois, des violences de toutes sortes, qu'elles soient militaires ou policières. Comment les armées et le couple justice-police peuvent-ils, avec l'aide des autorités publiques et du législateur, assurer aux citoyens une vie quotidienne éloignée de toute violence physique et morale, et assurer les libertés individuelles et collectives soutenables nécessaires ? Tous ces indices n'introduisent pas des indicateurs significatifs, pour l'un des fléaux les plus graves du continent africain.

¹⁰ Hanlet, N., Dupuy, L., McLaughlin (2014), *Genuine Savings and Sustainability*, Discussion Papers in Environmental Economics, Paper 2014-09, University St. Andrews.

¹¹ Fontanel, J., Guilhaudis, J.F. (2019), *op. cit.*

III. Les propositions du RASA

III.1. Le concept de « développement » est inadapté à la réalité africaine

Le concept de « Développement » a pour objectif de catégoriser les Etats sur la base de critères économiques spécifiques qui ont pour fondement de définir la réalité du système productif des Nations sur les seules bases marchandes immédiates, ignorant ainsi les valeurs du futur, les patrimoines de la Terre et les inégalités nationales et internationales. Ainsi, on peut présenter les pays sous-développés, puis « en développement », puis « émergents » pour les comparer aux pays « avancés », développés, des exemples pour tous les retardataires. Le progrès social passe par ces étapes, lesquelles supposent l'innovation, la capacité d'investir, mais aussi l'organisation d'un système productif conçu juridiquement par les classes dirigeantes riches avec le concours du travail quotidien des autres classes mises à leur service. Dans les relations internationales, il y a donc les pays développés dont il faut valoriser le système de développement, et les pays « attardés », plus « pauvres » qui n'arrivent pas à se sortir de leur période de colonisé, sans que la responsabilité des premiers sur cet état soit réellement reconnue dans les faits et le droit international. Certaines organisations économiques internationales offrent un soutien sur la base de projets qui répondent aux mêmes principes et aux mêmes intérêts.

La politique d'ajustement structurel a été fortement contestée pour sa violence et son inefficacité, avant qu'elle soit abandonnée pour de nouveaux projets comme « Objectifs du Millénaire pour le Développement », « Document stratégique de réduction de la pauvreté », « transformation structurelle de l'économie » qui incarnent la continuité d'un rapport maître-élèves qui ne permet jamais à ces derniers d'obtenir leurs examens. Les logiques de domination et d'exploitation de l'Afrique ne sont jamais remises en cause. Pour le RASA, les indicateurs macroéconomiques ne suffisent pas à évaluer le bien-être ou le développement de l'Homme africain, lequel reste rétif à l'uniformité culturelle qu'exigent les grandes puissances, en supprimant progressivement toutes les diversités. Dans ce contexte, l'Afrique n'a pas de retard à rattraper si elle veut être elle-même, avec ses valeurs et leurs diversités. L'Afrique est aujourd'hui surtout incapable de valoriser les catégories qui lui sont propres. Elle a souffert des flux financiers qui se sont évaporés de son espace de production vers d'autres lieux, souvent de manière illicite ou encouragés par la corruption, ce qui a accru la dette extérieure (400 milliards de dollars en 2015). Ainsi, de nombreuses subventions publiques ont été utilisées pour accroître les bénéfices privés et les inégalités, les terres ont été accaparées par les firmes multinationales et leurs affidés et la militarisation des Nations africaines constitue un fardeau économique et social, sans pour autant apporter une amélioration de la sécurité ou de la puissance des Etats, bien au contraire.

Le développement économique revendiqué par l'ordre international met en valeur l'économie de marché (pourtant fortement contestée dans les faits par les monopoles des grandes firmes multinationales et par les interventions protectionnistes des plus grandes puissances), l'individualisme sacralisé et les rapports de force instrumentalisés dans l'ordre politique, stratégique, économique et militaire. Ce système qui devrait fonctionner tout seul ne manque pas de connaître des crises économiques graves, des inégalités insupportables, des relations de violence fondées notamment sur la prédation. La pauvreté est considérée comme le résultat d'une

inefficacité chronique de ceux qui la vivent¹². Pourtant, la croissance n'est pas l'objectif indépassable de l'être humain, lequel ne peut pas fonder son bonheur que sur la seule possession de choses et de services artificiels créés en vue de les transformer en consommateurs des grands marchés internationaux. Le monde d'aujourd'hui est secoué par les contradictions structurelles, par les effets pervers de la domination économique et sociale, par un procès de production inaltérable et toujours plus destructeur des personnalités, du temps de vie personnel et de la pensée ouverte. Les modèles de développement ont sans doute permis de faire reculer la famine, d'améliorer la santé des peuples, mais aujourd'hui, avec l'existence des technologies et de la science, une autre vie pourrait être ouverte à l'ensemble de l'humanité, dans le partage. Si les sciences dures ont connu un développement considérable, les sciences sociales se réfèrent toujours aux philosophes d'antan et les sociologues sont malheureusement rarement écoutés face aux exigences des économistes « friedmaniens » dominants, pour lesquels la fonction d'un entrepreneur c'est d'abord et seulement de faire du profit, quelles qu'en soient les conséquences pour les salariés. Le système mondial d'aujourd'hui conduit à la concentration oligarchique du pouvoir économique et politique, la démocratie connaît les « effets pervers » des informations orientées produites par des oligopoles, les catastrophes environnementales telles que le réchauffement climatique et la perte de la biodiversité sont bien connues, mais aucune réponse n'est apportée par ceux qui ont le pouvoir, à court terme, d'agir. L'insécurité au travail dans les pays développés constitue aussi le témoignage d'une société qui avance sans s'interroger sur le bien-être des hommes¹³.

L'Afrique est un continent ignoré, mal estimé, mal mesuré, mal représenté. Son histoire a été confisquée par la colonisation et l'esclavage, autant de fléaux dont aucune loi internationale n'a permis de définir une simple indemnisation. En outre, les systèmes statistiques en place ne lui rendent pas non plus la place qu'elle mériterait d'avoir, les données produites ne reflètent pas la réalité de la vie des populations autochtones, du fait des décalages entre les indicateurs théoriques et les situations de vie réelles.

III.2. À la recherche d'indicateurs pertinents

La question est de savoir quels sont les indicateurs pertinents, au regard de valeurs africaines hétérogènes. L'Afrique n'a-t-elle donc rien à enseigner au monde, sans doute pas dans le domaine de la production de masse, mais dans le domaine du savoir-être ? Faut-il disposer ou diffuser des informations utiles pour le continent ? Pour le RASA, il faut mettre le citoyen africain au centre des objectifs d'un progrès économique et social spécifique, qui ferait au moins autant appel à la richesse de la diversité des Afriques qu'au monde global aujourd'hui proposé en maître. Il faut sortir de la trajectoire de développement préconisée par la pensée libérale et repenser un nouveau projet sur la base des savoirs locaux et des cultures hétérogènes du continent. L'Afrique doit décoloniser sa pensée et engager les fondements et les structures de sa propre histoire. Il s'agit de prendre en compte les évolutions et transformations sociétales, économiques, culturelles, religieuses, politiques, environnementales spécifiquement africaines, de dégager une vision prospective sur la place de l'Afrique dans le monde et de reprendre la parole à tous les étages des communautés, en définissant de nouvelles organisations de production des connaissances

¹² Matteudi, E., Fontanel, J. (2015), L'action de l'OMC et de la CNUCED favorisent-elles la réduction de la pauvreté dans le monde ? *Annuaire Français des Relations Internationales* (AFRI), Paris.

¹³ Sen, A. (2012), *Ethique et économie*, Presses Universitaires de France, Paris. Sen, A.K. (2012), *L'idée de Justice*, Flammarion, Paris.

scientifiques, communautaires, citoyennes et populaires. Dans ce contexte nouveau, cinq thèmes pluridisciplinaires sont privilégiés par RASA.

III.2.1. De l'abstraction conceptuelle aux réalités diverses des Africains

L'Afrique n'est pas seulement ce que le monde qui lui est extérieur, définit. La réalité intrinsèquement africaine n'est pas bien comprise par les experts internationaux et les instruments de mesure façonnés par les pays les plus puissants ne sont pas adaptés à une analyse spécifique du monde africain. Elle a ses caractéristiques géographiques bien définies, mais elle ne se limite pas à ses contours. Elle est sortie des stéréotypes qui prévalaient dans la période coloniale. La Négritude, était alors une arme de combat pour la décolonisation¹⁴. L'Afrique, c'est aussi des cultures qui se sont propagées dans le monde entier, c'est une population et une démographie disparates, des spécificités sociales bien marquées, des objectifs politiques vivants, évolutifs, parfois révolutionnaires, au moins dans son histoire. Parler de l'Afrique pour caractériser tous les pays du continent conduit à des simplifications qui réduit le potentiel de chacune de ses entités. L'Afrique, c'est aussi une diaspora dans sa relation avec elle-même. Elle peut favoriser l'amélioration des compétences scientifiques et organisationnelles, soutenir financièrement le développement et participer à l'amélioration de l'image d'une Afrique en devenir. L'Afrique n'est pas seulement un ensemble de cultures, c'est aussi une revendication d'appartenance et une histoire souvent commune, mais dominée, dans l'ère moderne, par la colonisation et l'esclavage. Qu'est-ce que ça veut dire aujourd'hui d'être Africain ? Cet axe thématique postule que les relations des peuples d'Afrique avec ceux de la diaspora doivent constituer un domaine d'intérêt tout particulier, qui nécessite de les analyser distinctement des relations de l'Afrique avec le reste du monde.

III.2.2. Quelles sont les pensées africaines spécifiques qui pourraient nourrir aujourd'hui l'homme africain ?

Il s'agit de comprendre les grandes questions de civilisation qui ont pu naître, en effaçant si possible la gangue des idées reçues par les envahisseurs de territoires et de cerveaux ou les maîtres des richesses. Il s'agit d'une approche épistémologique historique de la pensée africaine classique. Sur cette base est-il possible de construire un modèle culturel africain, en vue de définir pour le présent et l'avenir, les voies d'accès spécifiques au bien-être et à l'épanouissement collectif et personnel de ses habitants ? Se pose alors la question fondamentale du panafricanisme et de l'intégration régionale.

III.2.3. Comment introduire la question du pouvoir, des pouvoirs et de leur application en Afrique ?

La démocratie a perdu ses repères, elle se transforme plutôt en ploutocratie au regard de l'importance d'une information orientée en faveur des plus riches ou des réseaux sociaux les mieux informés ou soutenus. Est-ce encore un mode de gouvernement qui soit adapté aux Africains ? Elle n'est plus toujours analysée comme la base fondamentale des sociétés d'aujourd'hui du fait de son dévoiement et elle ne constitue plus un facteur de stabilité politique déterminant. La question se pose réellement concernant son application pratique pour l'accession et la conservation du pouvoir, elle ne permet pas de répondre de manière satisfaisante aux valeurs

¹⁴ Senghor, L.S. (1967), *Etudes françaises*, Vol. 3, n° 1, 3-20.

et à l'histoire des Africains. Son exercice paraît souvent constituer une simple greffe, avec les rejets que celle-ci parfois suppose. Comment réinventer des institutions modernes en retenant les principes légitimes des sociétés africaines ? Cette question mérite de nouveaux développements, qu'il faut laisser venir à maturation. Le projet porte sur la mise en place d'une alternative à construire face à la globalisation libérale¹⁵. La société africaine s'est souvent organisée autour d'un leader (lequel évite la fragmentation des espaces politiques) et de ses élites (capable de regrouper la fragmentation des savoirs)¹⁶. Il s'agit donc d'un développement autocentré, endogène, avec une souveraineté monétaire conquise ou plutôt à conquérir et une gouvernance qui stimule la productivité tout en renforçant le sentiment collectif du vivre-ensemble. Il s'agit de définir le type de démocratie applicable à l'Afrique, dans le respect de l'état de droit. Il faut renforcer la légitimité de l'Etat dans le cadre de la diversité des dynamiques sociales, valoriser les ressources naturelles du continent pour les Africains, trouver une meilleure articulation entre l'économie marchande et l'économie souterraine, mais aussi renforcer les processus d'intégration politico-économique régionale, participer à la mise en place d'un modèle de mondialisation durable et équitable, et décoloniser les esprits, mais aussi les dépendances économiques produites initialement par les rapports coloniaux et esclavagistes. Tout en conservant la base de sa culture africaine, il faut que celle-ci s'ouvre à la culture du monde.

III.2.4. La souveraineté populaire, alternative idéale à la globalisation libérale

Pour le RASA, le projet de souveraineté populaire constitue l'alternative idéale à la globalisation libérale. Le capitalisme est soutenu par les Etats dominants ; il crée des classes sociales qui subissent la violence du rapport capital/travail. L'impérialisme joue son rôle dévastateur, les Etats les plus puissants venant en aide aux grandes firmes multinationales dans un système d'exploitation et de prédation légalisé. L'idée d'une grande internationale des classes exploitées est difficile à mettre en marche, tant les moyens sécuritaires et de communication entre les opposants sont clairement inégaux. La question est d'autant plus difficile à aborder que le défi démographique de l'Afrique est considérable en termes d'enjeux économiques, sociaux, philosophiques et économiques. La population active potentielle devrait atteindre 1,25 milliard d'habitants en 2050. Comment absorber cette force de travail croissante dans des emplois productifs et valorisants ?

III.2.5. Quels sont les paradigmes, modèles, critères, indicateurs et modes de calcul adaptés aux contextes africains ?

Il s'agit de définir à cette occasion l'application du principe « penser global et agir local ». Selon le sens qui lui est affecté, la colonisation de la connaissance donne le champ libre aux centres de pouvoirs des pays développés, ce qui inmanquablement crée les conditions de nouvelles dominations. En revanche, toute action initiée localement, fondée sur la notion d'appartenance et de contribution à des dynamiques globales, peut être positive. De nouveaux instruments de mesure doivent être mis en place, non pas pour comparer avec les autres sociétés, mais pour mesurer les progrès accomplis dans le temps par rapport aux objectifs fixés. Peut-on

¹⁵ RASA/AROA (2018), *Rapport alternatif sur l'Afrique, Un rapport pour l'Afrique et par l'Afrique, Numéro Zero-2018*. Rapport disponible auprès de RASA-AFRICA S/C d'ENDA TIERS MONDE p. 83.

¹⁶ Koulibaly M. (2008), *Leadership et Développement africain, les défis, les modèles, les principes*, Paris, L'Harmattan.

évaluer un bien-être africain, sur la base de la satisfaction optimale des individus, des familles, des tribus, des communautés et des Etats au regard des conditions économiques ou politiques afférentes ? Comment valoriser les solidarités familiales, les transmissions orales de la culture, mais aussi du savoir-vivre en société, les pharmacopées de la médecine traditionnelle, la diversité alimentaire régionale et surtout les traditions et mythologies africaines qui sont des créateurs de rêves et d'espoir infini ? Il s'agit d'alimenter les débats sur les finalités des sociétés africaines, de les aider à prendre les orientations économiques et politiques qui se rapprochent de leurs aspirations sociétales et humaines. C'est par ce combat, et le travail sur lui de chaque Africain, que l'Afrique sera réhabilitée dans son histoire, ses pensées, son poids dans l'évolution du monde d'aujourd'hui.

Il s'agit d'un programme intéressant, mais qui reste encore au niveau des idées. La méthode d'action n'est pas vraiment décrite, mais les objectifs sont définis. Il reste encore beaucoup à faire, car il manque une réflexion sur la sécurité et l'hétérogénéité de l'Afrique.

IV. Le RASA esquive les questions de la sécurité nationale et internationale et de l'hétérogénéité économique et religieuse de l'Afrique

Si les propositions faites par le RASA ne manquent pas d'intérêt au regard d'une réflexion sur un développement durable et d'une contestation légitime d'un libre-échange que les Etats et les grandes firmes multinationales soutiennent, tout en en réduisant la pratique, les questions sécuritaires et d'hétérogénéité des Etats ne sont pas suffisamment abordées. Le Tableau n° 2 montre la disparité des revenus par habitant des pays africains, lesquels n'ont donc pas, au moins au sens de l'analyse économique courante, les mêmes niveaux de développement, les mêmes potentiels au regard principalement de la disponibilité de leurs ressources naturelles. Il faut noter que l'indicateur, exprimé en parité de pouvoir d'achat, diminue singulièrement l'image de pauvreté relative ou de niveau de développement des pays africains. Si le système des parités de pouvoir d'achat offre une autre lecture du développement économique, les informations utilisées restent fondées sur le PIB¹⁷. Il est donc intéressant de rappeler que les informations économiques doivent être « filtrées », en tenant compte des particularités de la consommation intérieure, des taux de change fluctuants, de l'inflation ou de l'économie souterraine des pays.

Tableau n° 2. PIB par habitant des pays d'Afrique en 2018 (en dollars courants et en PPA internationaux courants)¹⁸

Pays	PIB par habitant \$ courants	PIB par habitant (PPA courants)
Afrique du Sud	6339,6	13661,4
Algérie	4278,9	15621,9
Angola	3432,4	6441,0
Bénin	902,0	2420,5
Botswana	8258,6	18583,0

¹⁷ Donsimoni, M., Fontanel, J. (2019), (2019), Les ambiguïtés de la mesure de la puissance économique des Etats par la parités des pouvoirs d'achat, *Annuaire Français des Relations Internationales*, (AFRI), Paris.

¹⁸ Banque mondiale, PIB par habitant (\$ US courants), <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.PCAP.CD>.

Burkina Faso	731,2	1975,0
Burundi	375,4	742,8
Cap Vert	3654,0	7494,7
Cameroun	1536,9	3771,1
Comores	1445,5	2827,9
Congo (Rep.Démo)	561,8	930,5
Congo Rep.	2147,8	5621,1
Côte d'Ivoire	1715,5	4199,7
Djibouti	2050,2	2744,3
Egypte	2549,1	12390,4
Erythrée	811,4	2103,0
Eswatini (ex Swaziland)	4140,0	10721,6
Ethiopie	772,3	2018,6
Gabon	8029,8	17912,4
Gambie	712,5	1706,3
Ghana	2202,3	4738,3
Guinée	885,3	2630,2
Guinée équatoriale	10174,0	23472,6
Guinée Bissau	778,0	1795,9
Kenya	1710,5	3461,4
Lesotho	1324,3	3223,0
Libéria	674,2	1306,3
Libye	7235,0	20706,1
Madagascar	460,8	1634,2
Malawi	389,4	1308,7
Mali	901,4	2312,6
Maroc	3237,9	8586,6
Maurice	11238,7	23709,1
Mauritanie	1218,6	4190,0
Mozambique	490,2	1327,9
Namibie	5931,5	11134,8
Niger	411,7	1048,5
Nigéria	2028,2	5980,3
République Centrafrique	510,0	871,5
Rwanda	773,0	2253,5
Sénégal	1522,0	3775,9
Seychelles	16433,9	30503,2
Somalie	314,6	NI
Soudan	977,3	4759,3
Soudan du Sud	283,5	1811,7

Tanzanie	1050,7	3227,0
Tchad	730,2	1964,8
Togo	671,8	1761,1
Tunisie	3446,6	12483,5
Zambie	1539,9	4216,5
Zimbabwe	2147,0	3024,4

La question est de savoir comment le commerce intra-africain va pouvoir se dérouler et quels principes généraux seront appliqués. Seront-ils fondés sur les règles du marché, sur des conventions multi ou bilatérales d'échanges réciproques ou sur un système d'entraide ? Quels seront les rapports des pays africains avec le monde extérieur, celui de la globalisation, quelle place accorder aux multinationales et à leur rôle dominant dans l'économie africaine et quels instruments de solidarité interne construire ? Au fond, l'Afrique reste un continent divisé, avec des intérêts qui, aujourd'hui, n'apparaissent complémentaires que pour lutter contre les dominations économiques et politiques qu'ils subissent de l'extérieur. De même, les grands acteurs de la globalisation économique ont des positions internes opposées, entre les Etats¹⁹ (qui s'inscrivent souvent dans des politiques de type *beggar thy neighbour*, bien peu solidaires), les firmes multinationales (qui disposent du monopole de nombreuses technologies modernes, comme les GAFAM)²⁰ ou même les organisations non gouvernementales²¹. Pour RASA, l'Afrique se doit de refuser la marginalisation et d'ouvrir son espace politique pour assurer son propre développement original.

La question de la sécurité interne et interétatique n'est quasiment pas abordée. Comme la plupart des théories économiques, les rapporteurs du RASA font l'hypothèse qu'elle n'altère pas la vie quotidienne des citoyens. Ils font le postulat d'une sécurité qui serait assurée, si les conditions de vie matérielle étaient préalablement assurées. Mais cette analyse ne semble pas conforme avec la vie réelle vécue par les Africains. Les pays africains sont souvent en conflit, avec des frontières poreuses, et le pouvoir militaire est souvent très présent dans les instances du pouvoir.

Tableau n° 3. Dépenses militaires en dollars courants, % des dépenses militaires par rapport au PIB et % des dépenses militaires par rapport au budget de l'Etat (2018)²²

Pays	En millions dollars courants	% PIB	% Budget Etat
Afrique du Sud	3.640	1,0	2,9
Algérie	9.584	5,3	13,8
Angola	1.984	1,8	9,4
Bénin	90	0,9	3,7

¹⁹ Fontanel, J. (2002), L'action économique de l'Etat, Pour Comprendre, L'Harmattan, Paris. Fontanel, J. (2010), Concept élargi de la sécurité économique, in *Economie Politique de la Sécurité Internationale*, Jacques Fontanel Ed. L'Harmattan, Paris, 2010.

²⁰ Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019), La puissance des GAFAM : réalités, apports et dangers, AFRI, Annuaire Français des Relations Internationales, Paris.

²¹ Bensahel-Perrin, L., Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2009), Les organisations non gouvernementales, Collection Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris. 2009.

²² Banque mondiale (2019).

<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/MS.MIL.XPND.GD.ZS?locations=AZ&view=chart>

Botswana	529	2,8	8,6
Burkina Faso	312	2,1	8,0
Burundi	65	1,9	8,4
Cap Vert	11	0,6	1,8
Cameroun	430	1,3	6,0
Congo (RDC)	295	0,7	5,5
Congo (RD)	292	2,6	10,4
Côte d'Ivoire	608	1,4	6,0
Djibouti	36	3,7	9,1
Egypte	3.110	1,2	4,1
Erythrée	182	20,9	31,1
Eswatini	87	1,5	5,2
Ethiopie	497	0,6	3,9
Gabon	261	1,5	9,2
Gambie	11	1,1	3,3
Ghana	218	0,4	1,6
Guinée	209	2,5	9,9
Guinée équatoriale	18	0,2	0,6
Guinée-Bissau	17	1,6	6,9
Kenya	1.097	1,2	4,8
Lesotho	51	1,8	3,8
Libéria	16	0,8	1,5
Libye	3.756	15,5	10,8
Madagascar	73	0,6	3,5
Malawi	58	0,8	3,1
Mali	495	2,9	14,3
Maroc	3.697	3,1	10,5
Maurice	23	0,2	0,6
Mauritanie	159	3,0	11,2
Mozambique	145	1,0	3,2
Namibie	452	3,3	8,8
Niger	230	2,5	9,5
Nigeria	2.043	0,5	4,0
Centrafrique	31	1,4	8,4
Rwanda	119	1,2	4,7
Sénégal	347	1,9	8,8
Seychelles	23	1,4	3,9
Sierra Leone	30	0,8	3,1
Somalie	62	1,5	nd
Soudan	1.048	2,3	11,5
Soudan du Sud	59	1,3	3,4
Tanzanie	675	1,2	6,9
Tchad	133	2,1	14,6
Togo	104	2,0	7,1
Tunisie	844	2,1	6,9
Zambie	378	1,4	5,7
Zimbabwe	420	2,2	5,6

La Tableau n° 3 met en évidence que la part du PIB consacrée à la défense n'est pas négligeable ; elle est parfois très importante comme c'est le cas en Erythrée, en Libye ou même en Algérie. D'autre part, les sommes engagées sont élevées pour le Maroc, le Kenya, l'Égypte, le Nigéria ou le Soudan. On constate que les pays du Maghreb dépensent proportionnellement des sommes élevées à des fins militaires. Le Rapport néglige ces rapports de force et les inimitiés entre pays africains, comme si ces dépenses militaires n'étaient pas destinées aux conflits internes à l'Afrique. Sauf peut-être pour l'Afrique du Nord-Est, cette hypothèse n'est pas très réaliste.

En outre, les conflits en Afrique ont été nombreux, la guerre civile est même endémique dans de nombreux pays de ce continent. Il faudrait trouver une solution « africaine » aux rapports conflictuels et guerriers dans les vastes territoires incontrôlés du Sahel, qui souffrent à la fois d'une pénurie d'eau et de terres arables faiblement productives, de l'absence d'emplois pour les jeunes mais aussi d'antagonismes religieux, ethniques ou mafieux. Il est difficile d'espérer un sursaut économique et social africain « durable » ou « soutenable », tant que l'Etat ne sera pas en situation de récupérer toutes ses fonctions régaliennes. L'appel aux « casques bleus » ne répond pas aux objectifs du Rapport, mais il n'est pas évident non plus que ce recours soit efficace dans les conditions actuelles. La liste des guerres civiles, ethniques et internationales qui ont secoué le continent africain depuis une décennie est longue et douloureuse²³. Certaines de ces guerres sont toujours d'actualité, ce qui devrait inciter les rapporteurs du projet à trouver les moyens de lutter contre la « violence éternelle ». Certes, de nombreux pays connaissent une croissance économique intéressante, mais elle est, la plupart du temps, fondée sur l'exploitation des ressources des matières premières et énergétiques, gérée par des entreprises multinationales, qui investissent leur valeur ajoutée dans les pays développés ou dans les paradis fiscaux²⁴.

Soulignons en effet que ce Rapport n'inscrit pas suffisamment dans sa réflexion les rapports de force dans le monde et ne donne aucune orientation sur la manière de les éviter face aux conflits multiples qui pourraient naître de la position des firmes multinationales soutenues par les pays les plus puissants, pour continuer à exploiter leurs matières premières. Cuba a eu à souffrir d'une guerre économique violente, qui aujourd'hui encore empêche son développement. L'histoire de l'humanité s'inscrit dans des conflits pour la prédation directe ou indirecte des richesses²⁵. De même, pour sauvegarder des positions commerciales intéressantes, des pays peuvent engager des opérations militaires qui réduisent le potentiel d'autonomie des Etats, sans compter les stratégies mises en place pour créer les conditions d'inimitié à l'intérieur et à l'extérieur des pays africains. L'histoire démontre que les intérêts économiques sont souvent des facteurs de guerres.

²³ On peut citer notamment la guerre civile du Darfour, de Kivu, de la Somalie, du Tchad, en Lybie, au sud-Soudan, les rebellions des Touaregs, les crises ivoiriennes, en Centrafrique, au Burundi, au Mozambique, au Kenya, au Burkina-Faso, au Mali (avec l'aide de la France), dans la république du Congo, la République démocratique du Congo, les révolutions vertes de Tunisie et d'Égypte, l'insurrection Boko Haram contre le Cameroun et le Tchad, les rebellions des Touaregs, les guerres du Mali ou de la corne de l'Afrique (Djibouti-Erythrée-Éthiopie).

²⁴ Fontanel, J. (2016), *Paradis fiscaux, pays filous. La fuite organisée des impôts vers les pays complices*. L'Harmattan ; Paris.

²⁵ Coulomb, F., Fontanel, J. (2008), *The birth of the political economy or the economy at the heart of politics. Mercantilism, Defence and Peace Economics*, 2008. Bensahel, L., Fontanel, J. (1992), *La guerre économique*, Arès, Vol. XIII, 4, Grenoble, 1992.

V. Conclusion

Le marasme économique, politique, social environnemental et humain du monde d'aujourd'hui témoigne de la crise du capitalisme néo-libéral. La question est alors de savoir s'il faut se battre pour que le capitalisme reprenne un cours positif en faveur du développement ou si, système violent et inadapté, il doit disparaître pour que les hommes sortent de cette crise²⁶. Une réflexion stratégique doit être conduite qui peut modifier l'image que le monde se fait de l'Afrique, à un moment historique où le type de développement économique moderne est fortement contesté pour ses conséquences destructrices pour l'environnement, le climat et les violentes inégalités qu'il produit. La réflexion que propose le RASA doit aussi concerner l'ensemble de l'écoumène et, dans ce contexte, l'Afrique peut devenir une voix qui porte. C'est en tout cas l'espoir des participants au RASA. « L'Afrique semble ainsi devenue la « nouvelle frontière » normative du monde, le continent qui attire les regards, suscite l'espoir de la planète de la voir insuffler une nouvelle dynamique, de nouvelles valeurs »²⁷.

Le RASA ne manque pas d'intérêt pour l'évolution des relations internationales. Il est encore présenté sous forme d'ébauche et les critiques qu'il formule ont souvent déjà été présentées par de nombreuses organisations non gouvernementales. C'est une réflexion, un défi méthodologique et stratégique, qui peut avoir, à terme, une grande importance politique et idéologique. Le RASA veut atteindre les consciences et peser sur elles, partager la connaissance sur les alternatives et innovations qui se construisent en Afrique, mobiliser dans un processus dynamique collectif un projet souverain à définir par les habitants qui l'engagent et orienter l'action individuelle et collective et les politiques publiques grâce à la mise en place d'un instrument de mesure des progrès des plans à long terme à l'aune des valeurs de chaque pays ou communauté du continent.

Amin, S. (2009), *Sur la crise : sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise*, Le temps des cerises, Paris.

Banque mondiale (2019), PIB par habitant (\$ US courants), <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.PCAP.CD>.

Bensahel, L., Fontanel, J. (1992), *La guerre économique*, Arès, vol. XIII, 4, Grenoble, 1992,

Bensahel-Perrin, L., Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2009), *Les organisations non gouvernementales*, Collection Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris. 2009.

Commission Economique de l'ONU pour l'Afrique, (https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/blue_economy_policy_handbook-1.1-developpement_durable_et_bien-etre_en_afrique_fre.pdf).

Coulomb, F., Fontanel, J. (2008), *The birth of the political economy or the economy at the heart of politics. Mercantilism, Defence and Peace Economics*, 2008.

Donsimoni, M., Fontanel, J. (2019), (2019), *Les ambiguïtés de la mesure de la puissance économique des Etats par la parité des pouvoirs d'achat*, *Annuaire Français des Relations Internationales* (AFRI), Paris.

Fontanel, J. (2002), *L'action économique de l'Etat*, Pour Comprendre, L'Harmattan, Paris.

²⁶ Amin, S. (2009), *Sur la crise : sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise*, Le temps des cerises, Paris.

²⁷ RASA/AROA (2018), *Rapport alternatif sur l'Afrique*, Un rapport pour l'Afrique et par l'Afrique, Numéro Zero-2018. Rapport disponible auprès de RASA-AFRICA S/C d'ENDA TIERS MONDE.

Fontanel, J. (2002), Les Stratégies de la guerre économique, in *Globalisation économique et sécurité internationale. Introduction à la géoéconomie*. (Edition Jacques Fontanel, Avant-propos de K. Arrow), Côté Cours, Grenoble, décembre 2002.

Fontanel, J. (2010), Concept élargi de la sécurité économique, in *Economie Politique de la Sécurité Internationale*, Jacques Fontanel Ed. L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J. (2016), *Paradis fiscaux, pays « filous ». La fuite organisée des impôts vers les pays complices*. L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019), La puissance des GAFAM : réalités, apports et dangers, *Annuaire Français des Relations Internationales (AFRI)*, Paris.

Fontanel, J., Guilhaudis, J.F. (2019), Les effets pervers de l'usage du PIB pour la décision politique et les relations internationales. Comment en sortir ? *Annuaire Français des Relations Internationales (AFRI)*, Paris.

Gadrey, J., Jany-Catrice, F. (2012), *Les nouveaux indicateurs de richesse*, Repères, La Découverte, Paris.

Gazibo, M., Mbabia, O. (2018), *Index de l'émergence en Afrique. 2017*. Observatoire de l'émergence en Afrique, [http://www.prame.umontreal.ca/Index%20emergence Afrique 2017 Gazibo Mbabia.pdf](http://www.prame.umontreal.ca/Index%20emergence%20Afrique%202017%20Gazibo%20Mbabia.pdf).

Hanlet, N., Dupuy, L., McLaughlin (2014), Genuing Savings and Sustainability, *Discussion Papers in Environmental Economics*, Paper 2014-09, University St. Andrews.

Koulibaly M. (2008), *Leadership et Développement africain, les défis, les modèles, les principes*, Paris, L'Harmattan.

Matteudi, E., Fontanel, J. (2015), L'action de l'OMC et de la CNUCED favorisent-elles la réduction de la pauvreté dans le monde ? *Annuaire Français des Relations Internationales (AFRI)*, Paris.

RASA/AROA (2018), *Rapport alternatif sur l'Afrique, Un rapport pour l'Afrique et par l'Afrique, Numéro Zero-2018*. Rapport disponible auprès de RASA-AFRICA S/C d'ENDATIERS MONDE.

Sen, A. (2012), *Ethique et économie*, Presses Universitaires de France, Paris.

Sen, A.K. (2012), *L'idée de Justice*, Flammarion, Paris.

Senghor, L.S. (1967), *Etudes françaises*, Vol.3. n° 1. 3-20.

Smith, R., Fontanel, J. (2008). International Security, Defence Economics and the Powers of Nations. Jacques Fontanel & Manas Chatterji ; Chatterji. *War, Peace and Security*, Emerald, 2008.